

Habiter, c'est aussi se nourrir

Habiter, ce n'est pas seulement se loger, c'est aussi répondre à un autre besoin : se nourrir (et bien nourrir). Pour cela, il est possible de préserver, voire reconquérir les terres les plus fertiles autour des villes et en faire le jardin nourricier de l'habitat urbain de demain. Quand l'habitat est à la base du bien-vivre...

Le sociologue Jean Viard le rappelle : c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'il y a deux générations de retraités-retraitables pour une d'actifs, et dans cette dernière, 20 % au moins sont sans emploi ! Cette évolution du rapport au travail transforme notre rapport au monde, notre rapport à la nature et appelle à réinventer des nouveaux modes d'habiter. Habiter autrement est devenu une évidence, une réalité : plus de temps libre, un rapport au déplacement qui évolue à la vitesse grand V.



A Hères, le JHADE, un jardin partagé d'initiative privée où on cultive et on apprend à cultiver bio. Les 7 000 m² remplacent plusieurs fonctions : accueil d'urbains sans jardin, cultures solitaires, formation pour petits et grands, formation à la biojardin, sensibilisation d'écopotes, préservation de biodiversité et de zone humide. Une initiative qui devrait faire des émules...

Habiter autrement renvoie à deux types d'alternatives :

- Construire autrement : architecture naturelle, façades et toitures végétalisées sont tendance. Matériaux innovants, naturels, maisons en bois ou en paille... énergie solaire, énergie positive, le marché et les normes se sont emparés du mouvement et il conviendra, à ce sujet, de rester vigilant ; à grande échelle, les champs de champs ou de capteurs solaires sont en concurrence directe avec la terre nourricière.

- Comment habiter et avec qui, dynamique prise en charge par tout le mouvement de l'habitat participatif, dont on refait l'histoire depuis la naissance, au XIX^e siècle, des coopératives d'habitation jusqu'au mouvement de l'habitat groupé dans les années 1970, en passant par les Castors de l'après-guerre. Plus d'un siècle d'expériences atteste que plus de lien social, plus d'économies d'échelle, une meilleure vie collective, à la croisée de la cellule du logement et de la vie de quartier, ont déjà fait leurs preuves pour répondre aux nouvelles données du vieillissement démographique et des aspirations vers plus de relations transgénérationnelles.

À la croisée des deux alternatives, la fonction de « se nourrir » est pour l'habitant aussi essentielle que celle de « s'abriter » ou encore de « bien dormir ». Une des clés réside dans la maîtrise du foncier, qui semble échapper à l'habitant lui-même. Pourtant, par la prise de conscience et la prise d'initiative citoyenne, l'habitant reste la locomotive des changements à opérer : donc acte !

Biocontact n° 265 - février 2016

Un Jardin vivrier, confort indispensable du logement de demain

Afin d'éviter toute ambiguïté, le lecteur ne cherchera pas ici un plaidoyer pour la maison individuelle et son jardin privatif. Au contraire, il propose d'inventer de nouveaux contrats entre ville et campagne, où, à la manière des Amaps où les consommateurs font vivre un agriculteur localement, les constructions de logements serviront la cause du maintien et de la reconquête d'une agriculture paysanne. Il ne s'agit pas non plus de planifier un type de cuisine plutôt qu'un autre, ni en termes de distribution intérieure, ni en choix de mode de cuisson. La seule question valable à laquelle l'habitat, alternatif ou non, doit s'engager est d'assurer l'autonomie alimentaire de produits sains et frais dans une ferme urbaine et des dispositifs architecturaux choisis.

« Un jardin pour un logement » fonctionne comme un slogan, une entrée facile, bienvenue et utile pour mettre l'agriculture au cœur de la fabrique de la métropole. L'histoire nous

apprend qu'à l'origine de la création de la ville de Carthage, les jardins étaient intra-muros. L'agriculture vivrière a toujours été, dans toute l'histoire de l'urbanisme et des établissements humains, aux portes des villes.

Au XIX^e siècle, il a été considéré comme un progrès social d'avoir « l'eau et le gaz à tous les étages » puis la salle de bains et les WC individuels, puis le chauffage central... Le logement bourgeois a conçu la pièce à vivre (bureau/bibliothèque/salon) pour la nourriture intellectuelle et la sociabilité : quoi de plus normal donc que de demander au logement d'assurer l'accès à une nourriture saine et sans pesticide pour le corps, rappelons-le, base de la santé. Enjeux de santé pour nos pays surdéveloppés où un milliard de personnes mangent trop et mal.

Jusqu'à l'après-guerre, notre société était, encore, plus rurale qu'urbaine. L'étalement urbain généralisé, notamment avec l'explosion du modèle de l'habitat pavillonnaire et de la maison individuelle, ne date que des années 1970/1980. En quarante ans, des communes

solidaire dédiée aux logements des plus précaires, depuis dix ans que Terre de Liens a repris le modèle pour sortir le foncier du marché spéculatif et installer plus d'une centaine de fermiers, il n'y a pas à inventer la poudre pour que les actes de composition urbaine dessinent avec les logements nécessaires des fermes pour ceux qui en nourrissent les futurs habitants.

Faire du changement climatique et des inondations une chance

Le changement climatique et le renouvellement des visions qu'il impose devraient aider à accélérer la transition ; les jardins urbains agissent comme des climatiseurs naturels et permettent de descendre de quelques degrés les îlots de chaleur. Ils sont des facteurs de biodiversité et deviennent les supports des fameuses trames vertes et bleues imposées par les documents d'urbanisme.

Par ailleurs, les recrudescences des inondations obligent à reconsidérer les zones inondables. Elles deviennent, de fait, une chance pour les villes, dessinant des limites naturelles à l'urbanisation, terres de surcoût riches des limons des rivières et idéales à préserver ou à reconquérir pour une agriculture. Les installations nécessaires à leur mise en culture sont compatibles avec l'inondation cyclique. Rappelons seulement que l'invention de l'adobe « catastrophe naturelle » ne remonte qu'à 1987 et qu'un siècle plus tôt l'inondation était qualifiée de bienfaitrice... Les anciens cadastres attribuaient plus grande valeur aux terres dites « arrosées ».

Oser la prospective, le temps long et la mer pour horizon

A titre de provocation, mais à peine car comment parler de durable si on ne se responsabilise pas à se projeter dans le long terme, à l'échelle du siècle ou même de trois siècles, soyons conscients que c'est sur la mer qu'habitera la moitié de la planète et c'est elle aussi qui la nourrira. Déjà, l'information qu'un habitant sur deux habitera le littoral en 2050 paraît dépassée ; soyons imaginatifs, autant que la nature l'a toujours été pour s'adapter... ■

Odile Jacquemin, Architecte-urbaniste et historienne, elle a créé il y a 20 ans en PACA la structure d'éducation populaire **MALTAE** « Mémoire à lire, territoire à l'écoute » dont l'objet social est la culture du territoire partagé(e) (!). Un des chantiers prioritaires de l'association est la préservation et la reconquête de l'agriculture dans la fabrique de la ville. Elle est membre fondateur et administrateur du **COIT** (Collectif de défense des terres fertiles), de Terre de Liens PACA, de Ecohabitons83 et de la coordination PACA de l'Habitat participatif et a organisé, en juillet 2015 aux Rencontres nationales de l'habitat participatif, un atelier dont le thème était « L'habitat participatif, un allié de la préservation des terres agricoles ». Elle est l'auteure en 2014 du manifeste « Un jardin pour un logement » dans L'Abécédaire du logement, aux éditions de l'Aube, en ligne sur le site maltae.org. Sa thèse de doctorat vulgarisée dans un livre d'images accessible à tous, « deux siècles d'histoire d'un paysage entre terre et mer », une petite histoire de l'art d'aménager le territoire (commande en ligne sur maltae.org).

Nature	Article paru dans la revue Biocontact,
Titre	Habiter, c'est aussi se nourrir
Auteurs	Odile JACQUEMIN
Date de publication	Février 2016
Nombre de pages	4
Pays	FR
Editeur	Revue Biocontact
Lien internet	
Lieu de consultation ou mode d'accès	Revue Biocontact n°265

Note argumentaire de la contribution

La publication par l'auteur de cet article dans le dossier HABITER DEMAIN du numéro de février 2016 de la revue Biocontact s'inscrit dans un combat engagé par l'association MALTAE depuis 2001 pour inverser le regard et modifier les comportements qui cloisonnent politiques agricoles et politiques d'habitat.

L'article reprend les grandes lignes des réflexions menées dans le cadre des trois ateliers d'un séminaire itinérant menée avec le soutien de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et qui avait été de voir comment relier, dans une alliance fertile, politiques de l'habitat et politiques agricoles, acteurs de l'habitat et de l'agriculture pour remettre l'agriculture au cœur de la fabrique d'une ville nourricière.

Architecte-urbaniste depuis 1976, ayant choisi en 1990 un parcours vers les métiers d'historien et d'ingénieur culturel, elle exerce depuis plus de 20 ans dans un cadre associatif, Maltae « Mémoire à lire, territoire à l'écoute » une veille du paysage, dont un des chantiers prioritaires est la préservation des terres agricoles. Auteure de plusieurs ouvrages, elle a proposé en 2014 un manifeste « Un jardin pour un logement » dans *L'Abécédaire du logement* (éd. De l'Aube, 2014) ; elle a été membre fondateur dans le Var de l'association « Quartier libre, Ecohabitons83 » et du Collectif de défense des Terres fertiles du Var (CDTF), ainsi que, à échelle de la Région Sud PACA, de la coordination régionale de l'habitat participatif et de l'association Terre de Liens PACA, qu'elle a présidé. Elle a initié avec *Maltae*, en juillet 2015 aux Rencontres nationales de l'habitat participatif, un atelier dont le thème était « L'habitat participatif, un allié de la préservation des terres agricoles »

Plus que jamais, maintenant que la notion de ville agricole passe dans le langage courant (cf. l'exposition consacrée à ce thème par le Pavillon de l'Arsenal en 2018) et que les initiatives sont nombreuses, il importe de remettre l'habitant au cœur de la fabrique de cette ville de demain et de revendiquer une place aux citoyens pour prendre une part active dans une maîtrise foncière dont ont été expulsé et où ils pourront laisser libre court à leur capacité d'imagination et d'invention pour hybrider les réponses aux besoins de logement et d'agriculture nourricière

Mots-clés

AGRICULTURE NOURRICIERE- MAITRISE FONCIERE- QUARTIER LIBRE-

Sommaire

- Habiter autrement renvoie à deux alternatives : construire autrement et habiter avec d'autres
- Un jardin vivrier, confort indispensable du logement de demain
- Il n'y a pas une agriculture, mais des agricultures
- Des agricultures, mais aussi des agriculteurs
- En jeu, des millions d'emplois
- Montrer que c'est possible
- Reconquérir des terres pour l'agriculture
- Faire du changement climatique et des inondations une chance
- Oser la prospective, le temps long et la mer pour horizon

Habiter, c'est aussi se nourrir

Habiter, ce n'est pas seulement se loger, c'est aussi répondre à un autre besoin : se nourrir (et bien nourrir). Pour cela, il est possible de préserver, voire reconquérir les terres les plus fertiles autour des villes et en faire le jardin nourricier de l'habitat urbain de demain. Quand l'habitat est à la base du bien-vivre...

Le sociologue Jean Viard le rappelle : c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'il y a deux générations de retraités-retraitables pour une d'actifs, et dans cette dernière, 20 % au moins sont sans emploi ! Cette évolution du rapport au temps libre transforme notre rapport au monde, notre rapport à la nature et appelle à réinventer des nouveaux modes d'habiter. Habiter autrement est devenu une évidence, une réalité : plus de temps libre, un rapport au déplacement qui évolue à la vitesse V.

Habiter autrement renvoie à deux types d'alternatives :

– Construire autrement : architecture naturelle, façades et toitures végétalisées sont tendance. Matériaux innovants, naturels, maisons en bois ou en paille... énergie solaire, énergie positive, le marché et les normes se sont emparés du mouvement et il convient, à ce sujet, de rester vigilant : à grande échelle, les champs de chanvre ou de capteurs solaires sont en concurrence directe avec la terre nourricière.

– Comment habiter et avec qui, dynamique prise en charge par tout le mouvement de l'habitat participatif, dont on refait l'histoire depuis la naissance au XIXe siècle, des coopératives d'habitation jusqu'au mouvement de l'habitat groupé dans les années 1970, en passant par les Castors de l'après-guerre. Plus d'un siècle d'expériences atteste que plus de lien social, plus d'économies d'échelle, une meilleure vie collective, à la croisée de la cellule du logement et de la vie de quartier, ont déjà fait leurs preuves pour répondre aux nouvelles donnes du vieillissement démographique et des aspirations vers plus de relations transgénérationnelles.

A la croisée des deux alternatives, la fonction de « se nourrir » est pour l'habitant aussi essentielle que celle de « s'abriter » ou encore de « bien dormir ». Une des clés réside dans la maîtrise du foncier, qui semble échapper à l'habitant lui-même. Pourtant, par la prise de conscience et la prise d'initiative citoyenne, l'habitant reste la locomotive des changements à opérer : donc acte !

Un jardin vivrier, confort indispensable du logement de demain

Afin d'éviter toute ambiguïté, le lecteur ne cherchera pas ici un plaidoyer pour la maison individuelle et son jardin privatif. Au contraire, il propose d'inventer de nouveaux contrats entre ville et campagne, où, à la manière des Amaps où les consommateurs font vivre un agriculteur localement, les constructions de logements serviront la cause du maintien et de la reconquête d'une agriculture paysanne. Il ne s'agira pas non plus de planifier un type de cuisine plutôt qu'un autre, ni en termes de distribution intérieure, ni en choix de mode de cuisson. La seule question valable à laquelle l'habitat, alternatif ou non, doit s'engager est d'assurer l'autonomie alimentaire de produits sains et frais dans une forme urbaine et des dispositifs architecturaux choisis.

« Un jardin pour un logement » fonctionne comme un slogan, une entrée facile, bienvenue et utile pour mettre l'agriculture au cœur de la fabrique de la métropole. L'histoire nous apprend qu'à l'origine de la création de la ville de Carthage, les jardins étaient intra-muros. L'agriculture vivrière a toujours été, dans toute l'histoire de l'urbanisme et des établissements humains, aux portes des villes.

Au XIXe siècle, il a été considéré comme un progrès social d'avoir « l'eau et le gaz à tous les étages », puis la salle de bains et les WC individuels, puis le chauffage central... Le logement bourgeois a conçu la pièce à vivre (bureau/bibliothèque/salon) pour la nourriture intellectuelle et la sociabilité : quoi de plus normal donc que de

demander au logement d'assurer l'accès à une nourriture saine et sans pesticide pour le corps, rappelons-le, base de la santé. Enjeux de santé pour nos pays surdéveloppés où un milliard de personnes mangent trop et mal.

Jusqu'à l'après-guerre, notre société était, encore, plus rurale qu'urbaine. L'étalement urbain généralisé, notamment avec l'explosion du modèle de l'habitat pavillonnaire et de la maison individuelle, ne date que des années 1970/1980. En quarante ans, des communes comme Cannes ou La Seyne-sur-Mer, en région PACA, ne disposent plus que de 5 hectares de terre agricole. Voici dix ans que l'on serine le couplet « l'équivalent d'un département de surface agricole disparaît tous les 7 ans avec l'artificialisation des sols » et aujourd'hui, ce serait un tous les 8 ans ! Même à ce rythme, la terre nourricière est destinée à disparaître totalement. Sans inversion de tendance, l'échéance est proche : il y a donc urgence.

Il n'y a plus *une* agriculture mais *des* agricultures

Le jardin réintroduit le temps cyclique des saisons, il est aussi lieu de liberté subversive, de créativité poétique et politique, une invite à sortir habitants du seul statut de consommateurs. A côté du paysan-pêcheur et de l'habitant-paysagiste, s'inventent aujourd'hui dans les écoles d'architecture et sur le terrain des statuts d'archiculteurs-abriculteurs, d'habitants-jardiniers, d'agriculteurs-urbains.

L'habitant-jardinier est en demande de jardin et les initiatives comme les Incroyables comestibles montrent qu'il n'y a plus de limite à réduire la surface d'exploitation : un pot de fleur devient jardin ! Permettre à chacun de s'adonner au loisir du jardinage et en retirer les bénéfices de santé et de sociabilité, en termes de bien-vivre est un réel confort de l'habitat. La recrudescence actuelle des jardins familiaux et des jardins partagés l'atteste. Mais au-delà de cette seule dynamique de faire fleurir des jardins en ville, un vrai défi de changement consiste à adosser les politiques de l'habitat et de l'agriculture. Si les citoyens s'en emparent, la question sociale du logement peut devenir un levier pour la reconquête des terres nourricières. L'agriculture bio de proximité évidemment est doublement concernée : elle est au cœur des stratégies du circuit court et des aspirations sanitaires et sociales des urbains d'aujourd'hui.

Le futur habitant, en effet, peut se sentir interpellé dans ses propres choix de logement et de quartier, si tant est qu'il y ait vraiment des choix possibles, ce qui n'est pas le cas pour la majorité, mais aussi et d'abord dans ses choix de consommation, comme citoyen, acteur du changement. Le législateur et, en amont, les responsables politiques doivent adosser les politiques d'habitat et les politiques agricoles : remettre l'agriculture au cœur de la fabrique de la ville, en rendant indissociables les programmes, outils juridiques et financiers du secteur de l'habitat et ceux de la préservation des terres agricoles.

Des agricultures mais aussi des agriculteurs

En moins d'un demi-siècle, notre pays a perdu un demi-million d'agriculteurs mais il n'y a là ni fatalité ni tendance inéluctable. Sur la moitié de la planète, la société reste paysanne et l'agriculture paysanne nourrit les habitants. Certes, le modèle agroalimentaire industriel prévaut actuellement en Europe et a conduit à la disparition presque totale de notre paysannerie, moins de 3 %. Mais si chaque fois que le bâti augmente, la surface dédiée à l'agriculture nourricière augmentait aussi, alors la tendance pourrait s'inverser.

En PACA, à Aubagne, voilà vingt ans que l'intercommunalité, dans le cadre de sa charte agricole, aide et soutient l'installation d'agriculteurs en ville. En 2012, dans les Alpes-Maritimes, la commune de Mouans-Sartoux a installé un agriculteur, au statut d'agriculteur municipal dont l'exploitation en bio est dédiée à nourrir les cantines scolaires, visant, dans un deuxième temps, la restauration collective. A Mouans-Sartoux, mais aussi à Ramatuelle, on déclassé des terres des zones à urbaniser pour les remettre en zones agricoles. L'inversion de tendance est donc en route, il reste à changer d'échelle !

En jeu, des millions d'emplois

Si chacune des 36 000 communes de France jouait le jeu de soutenir la réinstallation d'un agriculteur chaque année, un rapide calcul montre que le pays pourrait, en quinze ans, retrouver une population d'un demi-million d'agriculteurs. De manière plus réaliste, en s'appuyant sur les territoires et les agglomérations, c'est certainement un potentiel de milliers d'emplois (et de surcroît durables) qui s'ouvrirait chaque année, en lien avec la reconquête d'emplois d'agriculteurs et la construction de logements. Quinze ans seulement que les Amaps sont nées et le modèle si évident d'un agriculteur qui vit de sa vente directe en alliance avec son réseau de consommateurs a fait des petits, par dizaine de milliers. Pourquoi ne pas aller encore plus loin et renvoyer aux documents d'urbanisme et à la loi foncière la responsabilité d'organiser à vaste échelle cette alliance et le nécessaire équilibre ?

Montrer que c'est possible

Le principe est tellement évident que la société en a fait un nouvel argument et un concept marketing : aux Etats-Unis, des agriquartiers créent des lotissements immenses autour de nouvelles fermes et les Américains paient des centaines de milliers d'euros pour avoir leur petite maison individuelle avec vue sur les poireaux et carottes.

Là où les fonds de pension investissaient autrefois dans l'immobilier touristique et les maisons de retraite, c'est aujourd'hui la terre qui est le *nec plus ultra* des investissements rentables : les pays tels que la Corée du Sud investissent par millions d'hectares en Afrique ; les groupes tels que Bolloré qui achetaient autrefois du foncier pour des projets immobiliers ont bien compris la valeur de l'investissement dans l'agriculture.

Reconquérir des terres pour l'agriculture

Depuis près de deux siècles que le système mutualiste est né, depuis trente ans que Habitat et Humanisme fonctionne pour lever de l'épargne solidaire dédiée aux logements des plus précaires, depuis dix ans que Terre de Liens a repris le modèle pour sortir le foncier du marché spéculatif et installer plus d'une centaine de fermiers, il n'y a pas à inventer la poudre pour que les actes de composition urbaine dessinent avec les logements nécessaires des fermes pour ceux qui en nourriront les futurs habitants.

Faire du changement climatique et des inondations une chance

Le changement climatique et le renouvellement des visions qu'il impose devraient aider à accélérer la transition ; les jardins urbains agissent comme des climatiseurs naturels et permettent de descendre de quelques degrés les îlots de chaleur. Ils sont des facteurs de biodiversité et deviennent les supports des fameuses trames vertes et bleues imposées par les documents d'urbanisme.

Par ailleurs, les recrudescences des inondations obligent à reconsidérer les zones inondables. Elles deviennent, de fait, une chance pour les villes, dessinant des limites naturelles à l'urbanisation, terres de surcroît riches des limons des rivières et idéales à préserver ou à reconquérir pour une agriculture. Les installations nécessaires à leur mise en culture sont compatibles avec l'inondation cyclique. Rappelons seulement que l'invention de ladite « catastrophe naturelle » ne remonte qu'à 1987 et qu'un siècle plus tôt l'inondation était qualifiée de bienfaitante... les anciens cadastres attribuaient plus grande valeur aux terres dites « arrosées ».

Oser la prospective, le temps long et la mer pour horizon

A titre de provocation, mais à peine car comment parler de durable si on ne se responsabilise pas à se projeter dans le long terme, à l'échelle du siècle ou même de trois siècles, soyons conscients que c'est sur la mer qu'habitera la moitié de la planète et c'est elle aussi qui la nourrira. Déjà, l'information qu'un habitant sur deux habitera le littoral en 2050 paraît dépassée ; soyons imaginatifs, autant que la nature l'a toujours été pour s'adapter...

ACTES DU SEMINAIRE REGIONAL ITINERANT « HABITER C'EST AUSSI SE NOURRIR » : Atelier de clôture dans les BOUCHES-DU-RHÔNE Février 2017

RAPPEL DES RESULTATS DE L'ATELIER D'HYERES

1. La question du point de vente collectif, qui recoupe l'organisation des circuits courts.
2. La question de la structuration des petits agriculteurs bio en groupements d'agriculteurs.
3. La question de la relation aux urbains, par l'entrée du compostage et du recyclage des déchets.
4. La question de la particularité du territoire hyérois, notamment par son littoral touristique et insulaire
5. La question de la future opération d'aménagement programmée, OAP, ex ZAC dénommé « des Rougières », et l'exemplarité de son rapport à l'« eau » et aux quartiers environnants.

RAPPEL DES RESULTATS DE L'ATELIER DE GRASSE

- 1 La question préalable de la mise en débat et de ses méthodes.
- 2 La recherche de l'efficacité des démarches
- 3 Le besoin de lieux où permettre l'expérimentation
- 4 La nécessité de rapprocher l'offre et la demande
- 5 La place du sol dans l'agriculture urbaine, entre naturel et artificiel
- 6 Quelle compatibilité entre agriculture urbaine et agriculture durable ?
- 7 Quelles définitions pour le local et une agriculture de proximité, à l'échelle des métropoles ?
- 8 La mer : une aire alimentaire d'avenir pour les villes littorales
- 9 Comment engager Le grand chantier de la transition et comment, au préalable, modifier les habitudes alimentaires,
- 10 Quel habitat pour les agriculteurs ? (Le droit à l'habitat pour les agriculteurs retraités, en ville, à la campagne ?)
- 11 Quelle traduction règlementaire de la ville nourricière ?
- 12 Le foncier et les nouveaux outils

En fin d'atelier, trois témoignages ont présenté trois nouveaux types d'acteurs, du plus global au plus local :

- Les Incroyables comestibles,
- Terre de Liens,
- Le conservatoire du figuier

THEMATIQUES-CLES EMERGENTES DE L'ATELIER DE MARSEILLE : SOMMAIRE ET SYNTHESE

1 Propriété privée ou Biens communs et Services publics. Quels outils pour lever l'obstacle de l'accès au foncier ?

Faire évoluer les méthodes d'évaluation financière, de calculs des coûts et d'intégration des externalités (revenir sur l'idée du « manque à gagner »), pour les agriculteurs, sécuriser le foncier ; pour les élus, la question de l'équité et des péréquations, de transfert de Cos ... voir comment en transition, le rôle des pouvoirs publics peut être de soutenir, d'accompagner la **(7) transition** et les inversions de valeurs et de visions ;

Aborder la question de l'autonomie des initiatives, comment certaines s'affranchissent des pouvoirs publics, les nouveaux partenariats (ex du projet Foresta)

Dépasser la question de la reconquête des seuls délaissés, aller au-delà pour évoquer frontalement la question foncière ; Déconstruire le postulat des terres agricoles toujours grandes perdantes, montrer qu'on peut valoriser les richesses foncières d'une autre manière ;

Dépasser l'échelle des jardins urbains, aborder les **(8) lieux de production et de création d'emplois d'agriculteurs**

Un objectif modeste : faire s'approprier tant par les acteurs de la ville que ceux du monde agricole une vision alternative à celle de la concurrence entre foncier agricole et foncier à bâtir.

Rappel G12 Le foncier et les nouveaux outils

2 Habiter les mobilités : circuits courts, du « train-tram-marché » aux marchés flottants...

3 De la *survie* au *plaisir*, comment choisir *survie ET plaisir* : la dimension culturelle et sociale de l'alimentation, au-delà des objectifs de santé.

Rappel G9 Comment engager Le grand chantier de la transition et comment, au préalable, modifier les habitudes alimentaires,

4 L'arbre et l'eau : Quelle place pour l'arboriculture et l'agroforesterie dans la fabrique de la ville nourricière ?

Rappel G5 La place du sol dans l'agriculture urbaine, entre naturel et artificiel

Rappel H5 la question de la future opération d'aménagement programmée, OAP, dénommée « des Rougères », et l'exemplarité de son rapport à l'« eau » et aux quartiers environnants.

5 La « ruralité maritime », et les agricultures littorales, sur un littoral compris dans son épaisseur continentale et marine...

Ne pas considérer les espaces agricoles et/ou naturels (y compris la mer) comme la variable d'ajustement du développement urbain, mais au contraire comme l'armature potentielle d'un véritable « projet urbain » littoral,

Rappel G 8 **(9) La mer : une aire alimentaire d'avenir** pour les villes littorales

Rappel H4 la question de la particularité du territoire hyérois, notamment par son littoral touristique et insulaire

Rappel G6 Quelle compatibilité entre agriculture urbaine et agriculture durable ?

Rappel G10 Quel habitat pour les agriculteurs ? (Le droit à l'habitat pour les agriculteurs retraités, en ville, à la campagne ?)

Rappel H1 La question du point de vente collectif, qui recoupe l'organisation des circuits courts.

Rappel H2 La question de la structuration des petits agriculteurs bio en groupements d'agriculteurs

6 La Prospective territoriale métropolitaine et le Projet alimentaire: Ecrire une fiction à partir de la récolte des mots semés dans les 3 ateliers: "rêver le PAT de 2050 (il faut 30 ans pour faire pousser un arbre !)

Rappel G1 La question préalable de **(10) la mise en débat** et de ses méthodes.

Rappel G2 La recherche de l'efficacité des démarches

Rappel G3 Le besoin de lieux où **(11) permettre l'expérimentation**

Rappel G4 La nécessité de rapprocher l'offre et la demande

Rappel G7 Quelles définitions pour le local et une agriculture de proximité, à l'échelle des métropoles ?

Rappel G11 Quelle traduction réglementaire de la ville nourricière ?

Rappel H 3 La question de la relation aux urbains, par l'entrée du compostage et du recyclage des déchets.

Passer par **(12) la question alimentaire pour toucher la société civile**. Toucher les jeunes, dont les étudiants, impliqués sur le sujet. Voir comment on peut agir sur toute la chaîne d'acteurs et le grand

public, sans nier l'objectif prioritaire d'avoir des élus, des techniciens et des porteurs de projets, des propriétaires ...

Ne pas s'enfermer dans les limites d'un travail sur l'intérieur d'une ville, alors que le travail est à mener sur les **(13) porosités entre l'urbain et le périurbain** à échelle métropolitaine

Travailler les recherches en cours (chercheurs de l'INRA et expérimentations) qui permettent de réévaluer les calculs en terme de superficie (ex combien faut-il d'hectares pour nourrir 1000 personnes de plus ?)

Evoquer la **(14) réversibilité** : montrer que c'est possible

Créer un stock d'images, de références pour ouvrir les champs des possibles en permettant d'inverser le regard pour faire émerger une autre représentation, sans nier la réalité socio-économique de cette compétition d'usage pour le foncier.